



FEMMES, VOTE ET POLITIQUE AU BRÉSIL

1

Martine Droulers

CNRS-CREDAL

Membre de l'équipe Opalc/Grib « Brésil 2010 »

Avril 2010

RESUMÉ*

Dans la période de démocratisation qui suit la fin du gouvernement des militaires au Brésil, l'enracinement du Parti des Travailleurs, particulièrement à São Paulo, incarne cette volonté populaire de faire de la politique autrement. Ce parti offre davantage d'espace politique aux femmes et celles-ci réussiront à se faire élire à des postes-clés alors même que la Constitution de 1988 élargit les droits des travailleurs, des populations traditionnelles et des plus pauvres. L'ascension des femmes dans les instances politiques n'est cependant pas massive, elle reste le fait de quelques fortes personnalités dont la trajectoire souligne la relative plasticité de la société brésilienne, particulièrement dans sa plus grande ville où Erundina de Souza (1988-92), puis Marta Suplicy (2000-2004) seront élues maires. Ces victoires sont-elles le résultat d'une conjoncture exceptionnelle ou augurent-elles un réel changement durable ?

**Article publié dans la revue Hérodote, n°136, Paris : La Découverte, mars 2010. Reproduction avec l'aimable autorisation de l'auteur.*



Le Brésil se distingue comme un pays socialement très inégalitaire, il concède pourtant aux femmes des espaces politiques non négligeables. Elles conquièrent en effet le droit de vote dès les années 1930 et, en 1988 et 2000, de façon originale, deux femmes accèdent au gouvernement municipal de la plus grande ville de l'hémisphère sud, São Paulo. Leur étiquette politique est celle du Parti des Travailleurs, un parti récent (1982) et populaire qui profite de la vague de démocratisation que connaît le Brésil après le départ des militaires (1984) pour faire émerger un nouveau personnel politique, en particulier des femmes. Mais pour comprendre cette accession féminine précoce au poste clé de maire de São Paulo, on peut aussi invoquer des raisons d'ordre structurel ayant trait aux spécificités de la matrice culturelle du Brésil. Inégalité et innovation sociale s'y conjuguent, la nation métisse valorise et intègre les différences les rendant acceptables par tous, l'ascenseur social fonctionne au service d'une brésilianité qui se présente comme l'art de concilier les ambivalences¹. De plus, dans une démocratie récente, le rôle de personnalités fortes semble plus déterminant que celui des partis, ainsi des femmes, en phase avec les questions sociales de leur époque, ont réussi à faire avancer leur cause ; nous évoquons ici l'itinéraire de quelques unes d'entre elles.

Des droits civiques précoces

Durant le 19^{ème} siècle, le Brésil s'émancipe du Portugal, passe d'un régime politique impérial à celui d'une République, abolit l'esclavage au moment où une avant-garde des mouvements féministes trace les grandes lignes de la lutte pour l'obtention des droits politiques des femmes. La pionnière est incontestablement la nordestine Nisia Floresta (1809-1885), grande éducatrice, qui a lutté pour l'émancipation de la femme par l'école et s'est engagée dans le mouvement abolitionniste et républicain. C'est d'ailleurs dans son Etat du Nordeste, le Rio Grande do Norte qu'en 1927, sous le gouvernement de Juvenal Lamartine, une altération au code électoral permet aux femmes de voter à l'assemblée estadual (le vote sera annulé par le Sénat). Et c'est encore dans ce même Etat qu'est élue la première femme aux fonctions de maire, Alzira Soriano de Souza à Lages en 1928.

Dans la seconde partie du 19^{ème} siècle, une presse féminine se consolide. Tandis que le *Jornal das Senhoras* est plutôt destiné aux hommes pour démontrer les bienfaits de la femme éduquée, la revue *O sexo feminino* prône sa libération par l'accès à l'emploi et au vote. Au recensement de 1872, on comptait 550 000 femmes et un million d'hommes alphabétisés sur une population totale de 10 millions d'habitants, dont 15% d'esclaves. La question du vote des femmes est abordée par les députés qui préparent la première constitution républicaine de 1891. Cependant, si le texte final de la Constitution, exclut du vote « les mendiants, les analphabètes, les femmes, les Indiens, les religieux des ordres monastiques », il laisse toutefois une ambiguïté en ce qui concerne l'inscription sur les listes électorales pour « tous les citoyens de plus de 21 ans »...

¹ Cf. Chap. 5, Martine Droulers, *Brésil, une géohistoire*, PUF, 2001.



Quelques féministes² vont profiter de cette brèche et essayer d'obtenir leur inscription électorale³. Ainsi, Diva Nolf Nazario, étudiante à la faculté de Droit de São Paulo réussit, en 1922, à avoir, à force d'insistance, une carte provisoire d'électrice. Le document, à peine émis, est déclaré caduc par un juge électoral dans un avis qui réaffirme « le rôle de la femme au foyer et non dans les affaires publiques ». La teneur de cet avis sera largement diffusée et l'année suivante Diva Nolf publie un ouvrage *Vote féminin et féminisme* où elle présente les points forts de la lutte et les diverses positions en relation avec le suffrage féminin. Cet ouvrage fait avancer l'intérêt pour cette question et recoupe le combat des féministes de la première heure, comme Bertha Lutz (1894-1976), fille d'un grand scientifique, appartenant à l'élite politique et intellectuelle brésilienne. Elle-même formée en biologie à la Sorbonne, elle milite dès son retour de Paris, participe à la *revista feminina*, représente le Brésil dans des instances internationales, au Conseil Féminin de l'Organisation Internationale du Travail (qui approuve en 1919 le principe du salaire égal pour travail égal sans distinction de sexe), à la ligue américaine des femmes électrices et fonde, en 1922, la Fédération Brésilienne pour le Progrès Féminin FBPF.

Au Congrès, on observe que le nombre des parlementaires en faveur du vote des femmes progresse. En 1926, Washington Luis le fait figurer dans son programme électoral de candidat à la présidence de la République. Quoiqu'élu, son projet de loi est rejeté au Sénat. La FBPF poursuit son combat en faveur d'un changement de régime et appuie la révolution de 1930 qui voit l'accession de Getulio Vargas au pouvoir. Sous la pression de l'Alliance Nationale des Femmes, ANM, la branche politisée du FBPF, un nouveau code électoral est promulgué en 1932 ; il permet aux femmes célibataires et veuves de plus de 21 ans et aux mariées avec autorisation de leur mari de s'inscrire sur les listes électorales. Lors de l'élection de l'assemblée nationale constituante de 1934, le Brésil devient le 4^{ème} pays des Amériques à établir la candidature et le vote féminins (après les Etats Unis, le Canada et l'Equateur). La pauliste Carlota Pereira de Queiroz, médecin, devient la première femme élue députée fédérale. Bertha Lutz se fait élire par Rio de Janeiro deux ans plus tard. Quelques Etats du Nord réussissent à envoyer des députées à leur assemblées estaduais. Alors que les femmes de la bourgeoisie se battent pour l'obtention des droits politiques, les ouvrières, qui luttent de leur côté pour l'amélioration des conditions de travail, n'incluent pas de revendications électorales (Buonicore, 2009). La conquête du vote féminin en 1934 représente un acquis obtenu par l'avant-garde de la bourgeoisie urbaine libérale⁴. Dès lors, la part des femmes dans l'électorat croît rapidement, plus vite que leur place en politique.

² Qui avaient, dès 1910, créé un « Parti Républicain Féminin », organisé des manifestations de suffragettes à Rio de Janeiro, obtenu des postes de fonctionnaires publics.

³ Le Code Civil de 1916, qui légalise l'autorité masculine comme chef de famille, n'arrange pas leur situation (cette mesure sera que partiellement corrigée en 1962 avec le Statut de la femme mariée).

⁴ Il faudra attendre la Constituante de 1988 pour voir l'extension du droit de vote à toute la population y compris les analphabètes hommes et femmes.



Part des femmes dans l'électorat brésilien

BRESIL	Population millions hab.	Electeurs millions	% popul	Electrices millions	% électorat	Députées fédérales
1945	46	7,5	16	1,2	15	0
1980	120	49	41	16	32,3	6
1998	160	105	64	52,8	49,8	28
2006	186	125 ⁵	68	65	51,8	45

Car même actuellement, alors que les femmes sont devenues majoritaires dans le corps électoral, elles sont assez peu présentes dans l'exercice des charges politiques. Au niveau national, 9 sénatrices sur 81 et 45 députées fédérales sur 513, soit 8,8%⁶ et à peine deux femmes gouverneurs sur 27. Elles sont un peu plus présentes au niveau local : 137 députées *estaduales* sur 1071 (13%), 6551 conseillères municipales sur 60 287 (11,6%), et 503 maires sur 5.559 (9 %). Leur représentation est donc faible, ce qui rend les résultats de l'élection municipale de São Paulo en 1988 et 2000 encore plus extraordinaires.

PT choc, PT chic, la modernité de São Paulo

Deux femmes, au profil sociologique fort différent, ont été élues, à douze ans d'intervalle au poste de maire de São Paulo avec l'étiquette du Parti des Travailleurs, PT. Luiza Erundina de Sousa et Marta Suplicy. Erundina représente le choc de l'émergence du Parti des Travailleurs dans la vie politique brésilienne, Marta incarne l'*establishment* chic d'un parti dont le leader est devenu présidentiable. L'accession au poste très en vue de la mairie de São Paulo de deux personnalités fortes illustre combien, au Brésil, ce sont les personnes qui comptent, plus que l'appartenance à des partis dont les contours changent énormément (pas moins de 28 partis homologués). De plus, les hommes politiques restent rarement dans le même parti tout au long de leur carrière.

PT choc

La trajectoire sociale et politique de Luiza Erundina de Sousa, femme militante issue d'une région rurale pauvre, arrivant à exercer une des principales charges politiques du pays en devenant première femme maire de São Paulo en 1988, est emblématique de ces itinéraires d'ascension sociale de migrants du Nordeste partis vers la grande ville pour accomplir leur destin. Née en 1934, à Uirauna (Paraíba) dans une région marquée par les sécheresses, Luiza Erundina, fille d'un petit artisan du Sertão, quitte le domicile familial pour s'inscrire au lycée de Patos à 14 ans en 1948, avant de s'installer à Campina Grande trois ans plus tard afin d'y

⁵ En 2006, sur les 125 millions d'électeurs inscrits sur les listes électorales, 8,2 millions se déclarent analphabètes (4,4 millions de femmes et 3,86 millions d'hommes), tandis que sur les 4,1 millions des électeurs qui ont une formation supérieure, 2,3 sont des femmes et 1,8 des hommes.

⁶ Un des taux les plus bas du monde, à l'inverse de l'Argentine où il atteint 41% (107 femmes sur 257 députés) Source : *International Institut for Democracy and Electoral Assistance* – Université de Stockholm.



Brésil 2010

poursuivre des études pour devenir professeur. Dix ans plus tard, elle s'installe à João Pessoa et entreprend des études universitaires. Elle multiplie les emplois pour venir en aide à sa famille (9 frères et sœurs) et assurer leurs études ; elle reste célibataire comme beaucoup de femmes du Sertão qui ne veulent pas dépendre d'un mari, elle forge son militantisme dans des activités d'Eglise et exerce la profession d'assistante sociale. Elle finira par aller faire un master à São Paulo en 1967-68 avant de s'y installer définitivement à 36 ans, en 1971, quittant la Paraíba pour des raisons politiques, car ses activités auprès du peuple le plus démuné paraissaient, au plus fort de la dictature militaire du gouvernement Médici, subversives.

Dans les années 1970, l'attraction de São Paulo s'avérait irrésistible, 50 à 60 000 Nordestins venaient y tenter leur chance chaque année, à tel point que São Paulo était devenue la principale ville nordestine du pays. Après avoir exercé comme professeur dans différentes facultés privées, Erundina retrouve un emploi d'assistante sociale au Secrétariat du bien être social de la mairie de São Paulo où elle est tout d'abord en charge de l'urbanisation de la favela Marconi à Vila Maria. Au contact de la réalité, mesurant l'incapacité des pauvres à accéder à une habitation décente, elle participe à l'organisation de mouvements spontanés d'occupation des terrains les rendant plus importants et collectifs, payant de sa personne pour empêcher les expulsions. Son implication dans les actions en faveur de l'accès au logement la conduit à se rapprocher des syndicats et des membres fondateurs du Parti des Travailleurs, PT, qui se structure lors des mouvements de grèves ayant secoué la banlieue ouvrière de São Paulo en 1978-79. Aux élections municipales de 1982, le PT présente ses premiers candidats, Erundina est élue conseillère municipale de São Paulo, puis quatre ans plus tard, députée de l'Etat de São Paulo. Ces deux succès électoraux la conduisent à être désignée comme candidate du PT (dans un vote interne où elle obtient 5544 voix contre 3882 en faveur d'un « cacique » du parti, Plínio de Arruda Sampaio) aux élections municipales de 1988. Personne ne croyait à sa victoire, le candidat Paulo Maluf caracolait en tête des sondages. Cependant, la cote d' Erundina remonte surtout dans les quartiers populaires et auprès des femmes, son avance se consolide durant les deux derniers jours et elle gagne finalement avec 1 534 550 suffrages (30% des voix) soit 277 000 de plus que Maluf pour ce scrutin à un tour. Comment une candidate d'origine aussi modeste a-t-elle pu vaincre la machine officielle du gouvernement de l'Etat le plus riche du Brésil ? Comment a-t-elle pu devancer le candidat de la plus puissante bourgeoisie nationale ? Comment est-elle devenue la première femme à exercer le poste suprême de la plus grande municipalité du monde, 5 millions d'électeurs ? Les commentaires de l'époque soulignaient que si Erundina était restée dans la Paraíba, Etat caractérisé par des structures archaïques de pouvoir, elle n'aurait jamais pu accéder à un tel poste. Son élection représente un formidable espoir pour les Nordestins et les exclus de la vie économique et politique, une victoire politique devient envisageable pour le peuple.

Au gouvernement de la ville, son équipe compte de grandes figures intellectuelles du mouvement populaire : Paulo Freire à l'Education, Marilena Chaui à la Culture, Paulo Singer à la Planification, Ermina Maricato au développement urbain... Un nouveau souffle traverse la politique brésilienne, amène un espoir de changement dans une intense recherche de démocratisation. Trois ans après la fin du gouvernement des militaires, la Constitution de 1988 élargit les droits des travailleurs et des plus pauvres. Il ressort de cette volonté populaire



Brésil 2010

de faire de la politique autrement, en rupture avec l'action des hommes politiques traditionnels, des propositions novatrices de politiques publiques qui mettent l'accent sur l'amélioration des conditions de vie des plus démunis et sur la participation citoyenne.

Dans un tel contexte, la victoire d'Erundina et du Parti des Travailleurs manifeste la grande capacité d'innovation dont est capable la société brésilienne, particulièrement dans sa plus grande ville. Dans cet élan, l'année suivante, Lula da Silva, le leader du PT, parviendra au 2^{ème} tour de l'élection présidentielle, rassemblant sous son nom 31 millions de suffrages, ce qui souligne l'implantation nationale du parti (Droulers et Velut, 1997). Son chef de file attendra encore 13 ans avant d'enchaîner deux magistratures suprêmes, élu en 2002 et 2006.

Néanmoins, l'élection d'Erundina reste un cas isolé. La participation de la femme en politique demeure très modeste, ce qui rend sa victoire en 1988 encore plus extraordinaire, même si, à la fin de son mandat en 1992, Erundina ne parviendra pas à faire élire un successeur de son parti. Paulo Maluf prend alors sa revanche. Malgré tout, huit ans plus tard, le Parti des Travailleurs réussit à faire élire sa candidate Marta Suplicy aux élections municipales. Le contexte social et politique change ainsi que la problématique urbaine en évolution rapide. Le PT s'adapte, mettant l'accent plus tant sur la question du logement, que sur celle des déplacements, du casse-tête des transports publics dans une ville conçue pour l'automobile (4,5 millions de véhicules) et qui continue à croître atteignant 11 millions d'habitants en 2006 dans une agglomération de 18 millions d'habitants.

Erundina poursuivra son parcours politique. Elue députée fédérale en 1994, elle en est actuellement à son troisième mandat, mais plus sous l'étiquette du PT qu'elle quitte en 2004 pour rejoindre le PSB, Parti Socialiste Brésilien.

PT chic

Marta Suplicy représente un tout autre parcours social et politique. D'origine aristocratique, d'un milieu pauliste assez conservateur, Marta Teresa Smith de Vasconcellos est née en 1945 dans le quartier huppé de *Jardim Paulistano* à São Paulo. Après une enfance protégée, elle commence ses études supérieures à la PUC-SP où elle se forme en psychologie avant de poursuivre un master à *Michigan State University* puis un doctorat à *Stanford University* en pleine effervescence des années *hippies*, elle devient une adepte du mouvement féministe et se spécialise en psychanalyse et sexologie. A son retour, elle participe à des organisations non gouvernementales, comme le Groupe de Travail et Recherche en Orientation Sexuelle, mais surtout anime durant huit ans une émission hebdomadaire de *TV Femme* sur la grande chaîne de *TV Globo*, elle publie plusieurs ouvrages. Mariée à Eduardo Suplicy, dont elle aura trois fils, elle vient à la politique par celui-ci et adhère au PT en 1983. Elue députée fédérale sous l'étiquette du PT entre 1995 et 1998, elle ouvre le débat sur la parité et réussit à faire passer une loi en faveur de quotas féminins à hauteur de 20% au niveau municipal. Elle échoue de peu à l'élection de gouverneur de São Paulo en 1998, mais prend sa revanche, gagnant deux années plus tard, au deuxième tour, les élections municipales de São Paulo avec 3 248 115, soit 58% des votes exprimés.



Elue maire, elle remet du vert dans la ville, des autobus au biocarburant, instaure un budget participatif, un nouveau Plan de transport, le billet de transport unique pour une durée de deux heures, elle fait installer 21 CEUs (*Centros Educacionais Unificados*), sorte d'établissement d'enseignement général avec des activités sportives et culturelles, dans les quartiers périphériques les plus dépourvus d'infrastructures et instaure des programmes sociaux de revenu minimum qui préfigurent la bourse-famille du gouvernement Lula⁷. De plus, son gouvernement tente de mettre un coup d'arrêt à la dégradation du vieux centre (bâtiments des années 1930-50) en y favorisant des opérations de restauration, de dynamiser les 31 mairies d'arrondissement et de mettre à jour le recouvrement d'une taxe foncière progressive. La politique urbaine dans cette ville qui continue à se densifier et s'élever en hauteur est de plus en plus complexe et sophistiquée avec un marché immobilier fortement segmenté transformant la gestion de São Paulo en un véritable mille-feuilles de politiques publiques contradictoires et mal intégrées.

7

Marta Suplicy devient, paradoxalement, plus populaire dans les quartiers périphériques que dans ceux des classes moyennes et moyennes-hautes ; cette popularité est pourtant insuffisante pour sa réélection en 2004, elle est devancée par José Serra (l'actuel gouverneur de São Paulo)⁸. A la fin de son mandat, Marta Suplicy déclare son étonnement « de constater à quel point en politique on est plus dur avec une femme qu'avec un homme en s'attaquant plus volontiers à sa vie privée, son apparence physique, ses humeurs »... Elle ajoute « le PT est sans doute le parti brésilien le moins machiste ! ». De fait, Lula présente pour lui succéder aux élections présidentielles de 2010, une femme Dilma Rouseff, qui aura comme concurrente une autre femme membre fondateur du PT, l'ancienne ministre de l'environnement de Lula, Marina Silva, qui cette fois se présentera sous l'étiquette du parti vert.

La ville de São Paulo, à la fois conservatrice, créative et innovante, exhibe des résultats électoraux décidément imprévisibles faisant se succéder une maire nordestine d'origine modeste, un maire noir, Celso Pitta, le prédécesseur de Marta et une représentante du PT chic aux tailleurs Chanel !

Le paradoxe nordestin

Cependant, les deux victoires symboles d'Erundina et de Marta ne doivent pas masquer la faiblesse de la féminisation dans les instances politiques brésiliennes et singulièrement à São Paulo où, aux élections municipales de 2008, à peine 5 femmes ont été élues conseillères, ce qui représente 9% du total des 55 échevins de la ville⁹, score inférieur à celui de bien des

⁷ Il a été souvent dit que la victoire de Lula à l'élection présidentielle de 2002 a été facilitée par celle obtenue par Marta Suplicy l'année précédente et à l'élan donné par une politique publique pétiste renouvelée et appliquée à la plus grande ville du pays.

⁸ Dans le deuxième gouvernement de Lula, Marta Suplicy sera ministre du tourisme de 2006 à 2008.

⁹ La question du nombre des conseillers municipaux illustre la fragilité de la représentation politique entre les municipes peu peuplés avec une représentation élevée et les municipes très peuplés comme São Paulo, qui avec 7,5 millions d'électeurs et 55 conseillers municipaux souffrent d'une sous-représentation.



capitales du pays. Ainsi, Rio de Janeiro compte 13 femmes sur 38 échevins, soit 25,5%, le record étant détenu par Maceio avec 7 femmes sur 21 *vereadores*. A l'inverse, la capitale de Florianópolis (Sud Brésil) ne compte aucune conseillère sur 16 élus. Il existe donc de sensibles différences régionales.

Femmes politiques élues au niveau local - élections municipales de 2008

	Conseillères municipales		Femmes maires	
	nombre	%	nombre	% des maires
1992	3952	7,4	171	3,4
2004	6555	12,5	404	7,3
2008	6511	12,5	503	9,2
<i>Dont</i>				
<i>Nordeste</i>	2459	37,7	228	45,3
<i>Sudeste</i>	1691	26,0	119	23,7
<i>Sud</i>	1257	19,3	68	12,6
<i>Centre-Ouest</i>	533	8,2	37	7,3
<i>Nord</i>	571	8,8	51	10,1

Source : Louault et Tribunal Superior Eleitoral (TSE) - www.tse.gov.br

Dans la période de construction de la démocratie, les Etats du Nordeste se distinguent par une plus forte proportion de maires femmes, 15% contre une moyenne nationale à 9% et des Etats du Sud à 6%. C'est encore dans le Nordeste, moins alphabétisé, que la proportion de femmes élues conseillères municipales est la plus importante (14,8% en moyenne et 37,7% du total), contre 10,6% en moyenne et 26% du total dans le Sudeste. Le débat sur la place des femmes en politique remet en question les clichés régionaux au Brésil : le Nordeste et le Nord, aux plus bas indices sociaux, présentent proportionnellement plus de femmes en politique que le Sud Brésil. Car, si São Paulo, comme on pouvait s'y attendre, reste le pôle de la modernité, un moteur du changement ayant élu deux femmes maires dont l'administration a laissé des traces durables, la région ne confirme toutefois pas cette avancée par le nombre de femmes en politique. En revanche, le Nordeste n'accuse pas le retard socio-politique dont on l'accable, mais au contraire révèle des possibilités de dépassement des stigmates de la pauvreté, offrant même plus de pouvoir aux femmes et faisant renaître la tradition des « femmes fortes » (*mulher macho, sim senhor!*¹⁰) qui réussissent à s'imposer en politique¹¹ et dans les mouvements sociaux. Quelle raison peut-on avancer ? Y a-t-il une corrélation avec la forte proportion de femmes chefs de famille ? En effet, le Nordeste avec 29% est un peu au-dessus

¹⁰ Paraíba, chanson de Luiz Gonzaga et Humberto Teixeira qui rend hommage à un Etat de taille réduite mais qui a transformé la vie de la nation par son rôle dans la révolution de 1930. Les deux seuls Etats, sur les 27 que compte la République fédérative du Brésil, dont le nom se décline au féminin sont la Paraíba et la Bahia.

¹¹ L'Amazonie, autre exemple d'une région moins développée qui porte au pouvoir des femmes d'envergure nationale : Marina Silva, sénatrice PT de l'Acre, qui fut durant cinq années ministre de l'environnement du gouvernement Lula, se présente aux prochaines élections présidentielles de 2010.



Brésil 2010

de la moyenne nationale qui s'établit, en 2006, à 28% de femmes chefs de famille (contre 21% dix ans plus tôt). Ce phénomène témoigne à la fois de la migration des hommes à la recherche d'un emploi sur un chantier ou dans les grandes villes du sud et de l'évolution sociale, davantage de femmes osent se déclarer personnes de référence dans le ménage, touchant ainsi l'aide publique et faisant vivre la maison. Ces « femmes fortes » du Nordeste jouent un rôle-pivot et réussissent souvent à faire cohabiter plusieurs maris depuis la fameuse *Dona Flor et ses deux maris*¹² jusqu'à « la vie peu ordinaire de Dona Linares », film de Andrucha Waddington (2000) *Eu, tu e eles*, dans lequel Dona Linares cohabite avec quatre maris... La participation des femmes dans les mouvements sociaux à la campagne est également remarquable dans le Nordeste, présidentes des syndicats des travailleurs ruraux très engagées dans les luttes sociales et le droit à la terre, telle Margarida Alves, assassinée en 1985 dans la Paraíba, emblème des militantes donnant leur vie pour la cause des pauvres producteurs ruraux.

Le chemin est long pour accorder plus de place aux femmes dans la politique, même si le gouvernement du président Lula crée en 2003 un Secrétariat spécial de politique pour les femmes qui organise des Conférences régionales, lance un Plan National et des campagnes de presse, notamment sur le thème « Plus de femmes au pouvoir ! ». Cependant, malgré l'existence d'une loi sur les quotas (1997) qui impose aux partis politiques de présenter au minimum 30% de femmes sur toutes leurs listes de candidats, son application est loin d'être respectée et la participation des femmes en politique augmente peu, elle stagne même au niveau municipal. Ainsi le poids du vote féminin reste faible et malgré la vitalité de la démocratie brésilienne, l'aptitude à promouvoir de nouvelles élites politiques qui passent à travers les mailles de la reproduction sociale, semble encore limitée ; pourtant le Brésil continue à innover¹³.

¹² Roman de Jorge Amado 1966 et film de Bruno Barreto 1976

¹³ Par exemple, le pays est à l'avant-garde pour l'usage de l'urne électronique, un des systèmes de vote souvent pris en référence pour la sécurité et la rapidité des résultats. En 1996, dans sa version expérimentale, l'urne électronique a été utilisée dans 50 villes de ce pays avant d'être généralisée lors de l'élection présidentielle de 2002 avec plus de 400 000 urnes électroniques.



BIBLIOGRAPHIE

- Broggio Céline et Droulers Martine (2006), « Démocratisation et territoire au Brésil », in *Géocarrefour*, vol 81 n°3, pp 223-233.
- Buonicore Augusto (2009), “As mulheres e os direitos políticos no Brasil” in Diva Nolf Nazário, *Voto feminino e feminismo (1923)*, reed. Imprensa Oficial SP.
- Dabène Olivier (2006), *Exclusion et politique à São Paulo. Les outsiders de la démocratie au Brésil*, Karthala-IEP Aix, 244 p.
- Diniz Alves José Eustáquio (2009) *Paradoxos da participação política da mulher no Brasil* (internet consulté en octobre 2009)
- Droulers Martine et Velut Sébastien (1997) « Votes urbains, vote rural, analyse des élections présidentielles de 1989 et 1994 au Brésil » in *Cahiers des Amériques latines*, IHEAL, n°24, pp 107-130.
- Louault Frédéric, coord.(2009), *Brésil municipales 2008* version électronique consulté en novembre 2009
http://opalc.org/web/images/stories/Brsil_municipales_2008/Project_Collectif_AL_Master.pdf
- Louyot Anne, coord. (2005), *São Paulo en mouvement, des innovateurs dans la ville* Paris, Ed. Autrement 188 p.
- Nêumanne José (1989), *Erundina : a mulher que veio com a chuva*, Espaço e tempo, Rio de Janeiro, 244 p.
- Plano Nacional de Políticas para as mulheres (2004) Brasilia.
- Scott Joan W. (2005), *Parité! L'universel et La différence des sexes*, Paris, Albin Michel, 256p.